

cher dans l'expansion plutôt que dans la diminution du commerce international. Ils ont fait valoir qu'il est particulièrement déplorable d'imposer des mesures à des pays non responsables des difficultés actuelles et incapables, pour la plupart, d'en supporter le fardeau.

M. Gillespie a affirmé que le Canada attend avec impatience la mise en vigueur du nouveau système monétaire, tout en admettant qu'une réorganisation complète demande du temps. Il a souligné l'importance du rôle que jouera le FMI dans les futures discussions. Il a également mis l'accent sur l'urgence de retirer la surtaxe et de rajuster les valeurs monétaires. Il s'est déclaré en faveur des mesures nationales américaines visant à stimuler la croissance économique et à tenter de lutter efficacement contre l'inflation, mais il a manifesté son inquiétude devant l'ensemble des éléments protectionnistes qu'on retrouve dans la nouvelle politique économique.

Au cours des discussions sur les questions monétaires, certains ministres des pays défavorisés ont attiré l'attention des délégués sur la nécessité de récupérer les 10 pour cent de réduction que les États-Unis ont imposés à leur aide extérieure.

La Banque mondiale et ses organismes affiliés

En ce qui a trait à la Banque mondiale et à ses organismes affiliés, les ministres ont souligné le rôle important que le Groupe de la Banque mondiale a joué dans l'ensemble du financement du développement ainsi que les nouvelles démarches récemment entreprises. Toutefois, ils se sont dits inquiets du retard que certains pays membres importants ont mis à verser leur quote-part pour la troisième reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement (AID) et ils ont exprimé leur satisfaction devant l'initiative prise par le Canada et la Grande-Bretagne d'offrir des contributions anticipées afin de permettre à l'AID de continuer à consentir des prêts en attendant d'autres fonds.

Plusieurs délégués ont également dit avoir l'impression que les politiques d'organisation et de prêts de la Banque mondiale ne répondent pas suffisamment aux besoins ni aux objectifs économiques, sociaux et politiques des pays bénéficiaires particuliers. Ils estiment que le Groupe pourrait utilement réviser certaines de ses politiques, par exemple, l'importance continue accordée aux prêts consentis pour des projets, la préférence marquée pour les projets de grande envergure, l'insistance sur les appels d'offres internationaux en matière de travaux publics et d'articles que pourraient fournir les pays intéressés, les conditions de prêts de la Banque et les critères d'accessibilité aux crédits de l'AID.

Ils ont exprimé l'espoir qu'une telle révision pourrait, entre autres choses, accélérer les prêts et les débours ainsi qu'assurer des prêts à certains pays plus pauvres qui ne satisfont pas encore aux exigences requises. Les délégués ont unanimement manifesté leur désir de voir la Banque consacrer ses efforts à l'élaboration d'un plan permettant d'accroître ses possibilités de financement.

M. Gillespie a fait remarquer que la Banque doit accepter de veiller davantage à ce que ses prêts n'imposent pas une dette trop lourde aux pays bénéficiaires.